



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 janvier 2025
(Convocation du 22 janvier 2025)

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025 à 15h15, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention de partage de données avec Irrigadour dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze

Exposé des motifs :

Dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze, l'Institution Adour porte des études sur plusieurs thématiques en lien avec la ressource en eau et sa valorisation économique. Le poids de l'irrigation agricole dans l'économie des exploitations est spécifiquement étudié afin d'objectiver le gain potentiel que cela peut apporter. Cet éclairage est notamment nécessaire pour alimenter les réflexions sur les actions à promouvoir pour résorber le déséquilibre quantitatif du bassin de la Douze tout en préservant l'économie du territoire.

Irrigadour a été désigné par arrêté inter-préfectoral (en date du 29 juillet 2013) comme organisme unique de gestion collective (OUGC) des prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole dans le bassin de l'Adour et plus précisément sur la zone de répartition des eaux (ZRE) de ce bassin. Dans le cadre de ses missions, Irrigadour doit proposer chaque année un plan de répartition des volumes de prélèvement d'eau entre les irrigants dans la limite du volume prélevable autorisé, et faire le bilan des volumes prélevés.

A ce titre, l'Institution Adour a sollicité Irrigadour pour la mise à disposition à titre gratuit des données d'irrigation disponibles : autorisations 2018 à 2024, les volumes prélevés de 2018 à 2024, les assolements irrigués prévisionnels déclarés par les irrigants en début de campagne et réalisés si disponibles de 2016 à 2024. La mise à disposition et le détail de ces données sont formalisés par une convention (telle que proposée en annexe).

Considérant le marché n°24026 ayant pour objet l'étude bilan besoins ressources de la Douze, dont le marché a été attribué à Eaucea (72 rue Pierre-Paul Riquet à Toulouse, siret 441 783 289 00024), Considérant que l'OUGC Irrigadour est le seul organisme ayant en sa possession toutes les données de prélèvements détaillées et nominatives, nécessaires à la réalisation du marché sus-cité,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de valider les termes de la convention de partage de données entre Irrigadour et l'Institution Adour, à titre gratuit, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président- à signer cette convention et l'ensemble des documents afférents,
- Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 janvier 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 03/02/2025

Reçu en préfecture le 03/02/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20250129-250129H2171H1-DE



irrigadour
gestion de l'eau pour
l'irrigation agricole

CONVENTION

**Partage de données dans le cadre du projet de territoire
pour la gestion de l'eau de la Douze**

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2025_B_02 en date du 29 janvier 2025,
ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

IRRIGADOUR, domicilié à la Maison de l'agriculture, Cité Galliane, 40005 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son vice-président, Matthieu Plouvier, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa,

ci-après dénommé : l'OUGC

Préambule

Dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze, l'Institution Adour porte des études sur plusieurs thématiques en lien avec la ressource en eau et sa valorisation économique. Le poids de l'irrigation agricole dans l'économie des exploitations est spécifiquement étudié afin d'objectiver le gain potentiel que cela peut apporter. Cet éclairage est notamment nécessaire pour alimenter les réflexions sur les actions à promouvoir pour résorber le déséquilibre quantitatif du bassin de la Douze tout en préservant l'économie du territoire.

IRRIGADOUR a été désigné par arrêté inter-préfectoral (en date du 29 juillet 2013) comme Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) des prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole dans le bassin de l'Adour et plus précisément sur la zone de répartition des eaux (ZRE) de ce bassin. Dans le cadre de ses missions, IRRIGADOUR doit proposer chaque année un plan de répartition des volumes de prélèvement d'eau entre les irrigants dans la limite du volume prélevable autorisé, et faire le bilan des volumes prélevés.

A ce titre, IRRIGADOUR dispose ainsi de données nominatives complètes sur les autorisations de prélèvements accordées aux exploitations agricoles du territoire, et sur leurs données de consommation.

L'EPTB est intéressé à utiliser les données de l'OUGC, dans le cadre de l'étude bilan besoins ressources de la Douze, dont le marché a été attribué à Eaucea (72 rue Pierre-Paul Riquet à Toulouse, Siret 441 783 289 00024).

Vu la délibération n° 2025_B_02 en date du 29 janvier 2025 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa d'Irrigadour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de mise à disposition entre les parties des données listées en annexe 1.





Les parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacune des parties s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) si ces dernières sont tenues d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

DPO IRRIGADOUR : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

DPO INSTITUTION ADOUR : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention est valable pour la durée de l'étude et au maximum 2 ans à partir de la date de signature. Les données seront conservées uniquement sur cette période. Par conséquent, les utilisateurs des données en Annexe 1 s'engagent à les supprimer de leurs bases de données dans deux ans à partir de la date de signature.

Article 3. Propriétés des données

Les données existantes ou acquises mises à disposition par les parties dans le cadre de la présente convention restent la propriété intellectuelle de chacune des parties et/ou des producteurs de données cités dans les annexes en tant que source pour chaque donnée.

Les parties disposent, en vertu de la présente convention de droits d'exploitation, de réutilisation ou de diffusion limités à ceux décrits dans l'annexe 1 pour chaque donnée.

Article 4. Confidentialité, organisation et format des informations

Dans l'annexe 1, pour chaque donnée mise à disposition par l'OUGC, sera précisé le droit d'utilisation afférent.

Chacune des parties ne sera pas tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des données par l'autre partie.

Les parties s'engagent à fournir des données organisées par thématiques, secteurs, types ou du moins avec une arborescence claire et des fiches descriptives pour chaque donnée échangée notamment sur la composition des données attributaires dans le cas de données géographiques.

Article 5. Restrictions sur les données personnelles

Les utilisateurs sont informés que les données comportent des restrictions d'usage de par leur nature (données personnelles, données sensibles, secrets...).

Chaque partie s'engage à se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Article 6. Prix

La mise à disposition de l'ensemble des données s'effectue à titre gracieux.





Article 7. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 8. Résiliation de la convention

En cas de non-respect des droits d'utilisation avéré l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin à la présente convention sous réserve de le notifier par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 9. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 10. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Matthieu Plouvier
Vice-Président d'Irrigadour





ANNEXE 1 : DONNEES MISE A DISPOSITION PAR L'OUGC

Nature de la donnée	Source et Type de la donnée	Condition particulière d'utilisation	Type de données
Volumes autorisés au point (anonymisés) PE 149 et 150 Années 2018 à 2024 (ou la dernière disponible)	IRRIGADOUR Excel	Les données seront transmises à EAUCEA pour les besoins de l'étude BBR (IA / EAUCEA liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange)	Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume autorisé Type de ressource mobilisée Surface irriguée Surface autorisée contractuellement Débit autorisé Déclaration d'assolement
Volumes prélevés au point (anonymisés) PE 149 et 150 Années 2018 à 2024 (ou la dernière disponible)	IRRIGADOUR Excel	Les données seront transmises à EAUCEA pour les besoins de l'étude BBR (IA / EAUCEA liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange)	Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume prélevé Type de ressource mobilisée Surface irriguée Débit autorisé

